

Rapport financier 2019

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom :

Beaumont

Code géographique :

19105

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

**Affaires municipales
et Habitation**

Québec 

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Carl Pelletier, atteste la véracité du rapport financier
de Beaumont pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019.
(Nom de l'organisme)

PROJET

Signature

Date

2020-07-07

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
États financiers audités	
Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	4
Rapport du vérificateur général	4.1
État des résultats	5
État de la situation financière	6
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	7
État des gains et pertes de réévaluation	7
État des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers	9
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	10
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	11
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	12
Charges par objets	13
Fonds local d'investissement (FLI)	14
Fonds local de solidarité (FLS)	15
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	16
Excédent (déficit) accumulé	17
Avantages sociaux futurs	18
Renseignements financiers non audités	
Analyse des revenus	20
Analyse des charges	21

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la Municipalité de Beaumont,

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la Municipalité de Beaumont («l'entité»), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2019 et les états des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Municipalité de Beaumont au 31 décembre 2019, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Municipalité de Beaumont inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S17, S18 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

LEMIEUX NOLET

Comptables professionnels agréés S.E.N.C.R.L

Lévis le JJ MMMMM AAAA

CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique #A116115

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

PROJET

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Budget	Réalisations	
		2019	2019	2018
Revenus				
Taxes	1	3 419 012	3 507 904	3 375 277
Compensations tenant lieu de taxes	2	14 730	20 709	14 577
Quotes-parts	3			
Transferts	4	56 334	156 974	833 879
Services rendus	5	94 600	140 830	89 763
Imposition de droits	6	132 650	135 462	143 692
Amendes et pénalités	7	7 000	8 101	5 805
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	20 000	31 932	17 636
Autres revenus	10	85 020	23 776	70 719
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	3 829 346	4 025 688	4 551 348
Charges				
Administration générale	14	835 136	827 934	788 880
Sécurité publique	15	519 354	531 238	492 723
Transport	16	691 465	880 017	801 490
Hygiène du milieu	17	535 617	774 316	755 230
Santé et bien-être	18	23 800		7 499
Aménagement, urbanisme et développement	19	279 596	284 295	240 691
Loisirs et culture	20	573 683	660 260	586 837
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	171 418	193 937	175 745
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	3 630 069	4 151 997	3 849 095
Excédent (déficit) de l'exercice	25	199 277	(126 309)	702 253
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		15 951 159	15 248 906
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	27			
Solde redressé	28		15 951 159	15 248 906
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		15 824 850	15 951 159

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S17.

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019	2018
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	539 648	398 285
Débiteurs (note 5)	2	2 527 712	3 380 004
Prêts (note 6)	3	11 189	7 452
Placements de portefeuille (note 7)	4	322 017	446 358
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	3 400 566	4 232 099
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	354 861	398 862
Revenus reportés (note 12)	12	59 572	40 179
Dette à long terme (note 13)	13	6 893 060	7 503 779
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14		
	15	7 307 493	7 942 820
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(3 906 927)	(3 710 721)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	17	19 611 183	19 645 049
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18		
Stocks de fournitures	19	15 646	15 646
Autres actifs non financiers (note 17)	20	104 948	1 185
	21	19 731 777	19 661 880
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22	15 824 850	15 951 159

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		Budget	Réalizations	
		2019	2019	2018
Excédent (déficit) de l'exercice	1	199 277	(126 309)	702 253
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	)	527 791)	(1 404 161)
Produit de cession	3			
Amortissement	4		561 657	523 907
(Gain) perte sur cession	5			
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7		33 866	(880 254)
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9			
Variation des autres actifs non financiers	10		(103 763)	56 285
	11		(103 763)	56 285
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	12			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	199 277	(196 206)	(121 716)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	15		(3 710 721)	(3 589 005)
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	16			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17			
Solde redressé	18		(3 710 721)	(3 589 005)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19		(3 906 927)	(3 710 721)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(126 309)	702 253
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	561 657	523 907
Autres			
-	3		
-	4		
Variation nette des éléments hors caisse	5	435 348	1 226 160
Débiteurs	6	852 292	(456 272)
Autres actifs financiers	7	(3 737)	
Créditeurs et charges à payer	8	(44 001)	112 301
Revenus reportés	9	19 393	(17 954)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12		
Autres actifs non financiers	13	(103 763)	56 285
	14	1 155 532	920 520
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(527 791)	(1 404 161)
Produit de cession	16		
	17	(527 791)	(1 404 161)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	(15 723)	()
Cession	21	140 064	979 350
	22	124 341	979 350
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23		958 100
Remboursement de la dette à long terme	24	(619 177)	(804 433)
Variation nette des emprunts temporaires	25		(230 000)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	8 458	(30 768)
Autres			
-	27		
-	28		
	29	(610 719)	(107 101)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	141 363	388 608
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	398 285	9 677
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	32		
Solde redressé	33	398 285	9 677
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)			
	34	539 648	398 285

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

1. Statut de l'organisme municipal

La municipalité est une personne morale de droit public régie par le Code municipal du Québec.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présentée aux pages S17 et S18, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1, S23-2 et S23-3.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

La Municipalité ne contrôle aucun organisme et ne participe à aucun partenariat.

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

S.O.

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments de revenus, de charges, d'actifs et de passifs sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions leur donnant lieu.

Les charges comprennent le coût des biens consommés et des services obtenus au cours de l'exercice et incluent l'amortissement annuel du coût des immobilisations.

C) Actifs

S.O.

a) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la municipalité consiste à présenter dans la trésorerie et équivalents de la trésorerie les soldes bancaires dont les soldes fluctuent souvent entre le positif et le négatif.

De plus, les placements temporaires que l'entité ne peut utiliser pour les opérations courantes, en raison de restrictions quelconques ou parce qu'ils sont réservés à d'autres fins, ne sont pas inclus dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Encaisse et placements affectés

Les placements sont comptabilisés au coût.

Prêts

Les prêts sont comptabilisés au moindre du coût et de la valeur de recouvrement nette.

b) Actifs non financiers

Stocks

Les stocks se composent de fournitures qui seront consommées dans le cours normal des opérations au cours des prochains exercices financiers. Ces stocks sont comptabilisés au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette et sont établis selon la méthode de l'épuisement successif. La valeur de réalisation correspond au coût de remplacement.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Le coût comprend les frais financiers capitalisés pendant la période de construction ou d'amélioration. Les immobilisations en cours de construction ou d'amélioration ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

Les immobilisations acquises par donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à leur juste valeur au moment de leur acquisition, avec contrepartie aux revenus de l'exercice.

Les immobilisations sont amorties, à l'exception des terrains qui ne sont pas amortis, en fonction de leur durée de vie utile estimative selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes:

Infrastructures : 15, 20 et 40 ans
Bâtiments : 25 et 40 ans
Véhicules : 10 et 20 ans
Ameublement et équipement de bureau : 5 et 10 ans
Machinerie, outillage et équipement : 10 ans

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de la municipalité de fournir des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle est réduit pour refléter sa baisse de valeur. Les moins-values nettes sur les immobilisations corporelles sont imputées aux résultats de l'exercice. Aucune reprise sur réduction de valeur n'est constatée.

D) Passifs

Revenus reportés

Les montants perçus à l'égard du Fonds parcs et terrains de jeux sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prescrites par le fonds.

Dette à long terme

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais reportés à l'état de la situation financière.

E) Revenus

<Constatation des revenus

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit, soit lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date d'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur.

Les revenus des services rendus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :

- Financement à long terme des activités de fonctionnement:
 - pour la dette à long en question: au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette.

H) Instruments financiers

S.O.

I) Autres éléments

<Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers de la municipalité, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

La principale estimation concerne la durée de vie utile des immobilisations.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

PROJET

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
4. Trésorerie et équivalents de trésorerie			
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	42 626	398 285
Découvert bancaire	2	()	()
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3	497 022	
<i>Autres éléments</i>			
-	4		
-	5		
-	6		
-	7		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8	539 648	398 285
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9		
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10		
Note			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	11	217 901	202 733
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13	1 929 039	2 186 718
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	295 968	889 799
Organismes municipaux	15	39 848	7 478
<i>Autres</i>			
- Divers	16	33 105	38 422
- Compensation assurance	17	11 851	54 854
	18	2 527 712	3 380 004
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	1 251 414	1 513 587
Organismes municipaux	20		
Autres tiers	21		
	22	1 251 414	1 513 587
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23		
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	24	11 189	7 452
Prêts à un fonds d'investissement	25		
<i>Autres</i>			
-	26		
-	27		
	28	11 189	7 452
Provision pour moins-value déduite des prêts	29		
Note			

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	30		
Autres placements	31	322 017	446 358
	32	322 017	446 358
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33	322 017	440 712
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

Note

8. Avantages sociaux futurs

Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs

Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées

Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées

Charge de l'exercice

Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées

Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées

Régimes à cotisations déterminées

Autres régimes (REER et autres)

Régimes de retraite des élus municipaux

35

36

37

38

39

40

41

42

43

40 832

41 378

40 832

41 378

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

9. Autres actifs financiers

Propriétés destinées à la revente (note 16)

Autres

44

45

46

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

2019**2018****10. Emprunts temporaires**

La municipalité bénéficie d'une marge de crédit de 400 000 \$ au taux préférentiel + 0.50%.

11. Créiteurs et charges à payer

Fournisseurs	47	226 367	244 765
Salaires et avantages sociaux	48	101 255	34 416
Dépôts et retenues de garantie	49		90 072
Provision pour contestations d'évaluation	50		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	51		
Assainissement des sites contaminés	52		
Autres			
-	53		
- Intérêts dette long terme	54	27 239	29 609
-	55		
-	56		
-	57		
	58	354 861	398 862

Note**12. Revenus reportés**

Taxes perçues d'avance	59	13 019	5 661
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	60	36 146	32 127
Fonds de développement des territoires	61		
Fonds parcs et terrains de jeux	62	10 407	2 391
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	63		
Société québécoise d'assainissement des eaux	64		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	65		
Autres contributions des promoteurs	66		
Fonds de redevances réglementaires	67		
Autres			
-	68		
-	69		
-	70		
-	71		
	72	59 572	40 179

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

	2019					2018				
13. Dette à long terme										
	Taux d'intérêt		Échéance							
	de	à	de	à						
Obligations et billets en monnaie canadienne	2,25	4,41	2020	2023	73	6 920 300		7 537 885		
Obligations et billets en monnaies étrangères					74					
Gains (pertes) de change reportés					75					
					76					
Autres dettes à long terme										
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3,82	3,82	2020	2020	77	1 655		3 247		
Organismes municipaux					78					
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					79					
Autres					80					
					81	6 921 955		7 541 132		
Frais reportés liés à la dette à long terme					82	(28 895)	(37 353)			
					83	6 893 060		7 503 779		

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2019	
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres		
2020	84	92	615 000	100	109	1 655	117
2021	85	93	620 500	101	110		118
2022	86	94	590 500	102	111		119
2023	87	95	608 600	103	112		120
2024	88	96	398 200	104	113		121
2025 et +	89	97	4 087 500	105	114		122
	90	98	6 920 300	106	115	1 655	123
Intérêts et frais accessoires				107			124
	91	99	6 920 300	108	116	1 655	125
							6 921 955

Note

	2019		2018	
14. Actifs financiers nets (dette nette)				
Revenant à (à la charge de)				
L'organisme municipal	126	(3 906 927)	(3 710 721)	
Tiers				
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	127	()	()	
Autres	128	()	()	
	129	(3 906 927)	(3 710 721)	

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

15. Immobilisations

		<u>Solde au début</u>		<u>Addition</u>		<u>Cession / Ajustement</u>		<u>Solde à la fin</u>
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	130	12 580 068	158	12 648	185		212	12 592 716
Eaux usées	131	1 660 667	159		186		213	1 660 667
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	132	5 796 840	160	146 278	187	(1 215 640)	214	7 158 758
Autres	133	2 001 440	161	43 467	188		215	2 044 907
Réseau d'électricité	134		162		189		216	
Bâtiments	135	2 702 637	163	57 675	190		217	2 760 312
Améliorations locatives	136		164		191		218	
Véhicules	137	1 036 728	165		192		219	1 036 728
Ameublement et équipement de bureau	138	246 455	166	10 248	193		220	256 703
Machinerie, outillage et équipement divers	139	894 046	167	34 343	194		221	928 389
Terrains	140	269 804	168	31 725	195		222	301 529
Autres	141		169		196		223	
	142	<u>27 188 685</u>	170	<u>336 384</u>	197	<u>(1 215 640)</u>	224	<u>28 740 709</u>
Immobilisations en cours	143	<u>1 215 640</u>	171	<u>191 407</u>	198	<u>1 215 640</u>	225	<u>191 407</u>
	144	<u>28 404 325</u>	172	<u>527 791</u>	199		226	<u>28 932 116</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	145	3 569 358	173	225 083	200		227	3 794 441
Eaux usées	146	1 265 787	174	30 422	201		228	1 296 209
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	147	1 218 216	175	129 564	202		229	1 347 780
Autres	148	394 723	176	16 618	203		230	411 341
Réseau d'électricité	149		177		204		231	
Bâtiments	150	971 373	178	75 555	205		232	1 046 928
Améliorations locatives	151		179		206		233	
Véhicules	152	593 047	180	39 186	207		234	632 233
Ameublement et équipement de bureau	153	185 377	181	6 388	208		235	191 765
Machinerie, outillage et équipement divers	154	561 395	182	38 841	209		236	600 236
Autres	155		183		210		237	
	156	<u>8 759 276</u>	184	<u>561 657</u>	211		238	<u>9 320 933</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	157	<u>19 645 049</u>					239	<u>19 611 183</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	240		243		245		247	
Amortissement cumulé	241	()	244	()	246	()	248	()
Valeur comptable nette	242						249	

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

	2019	2018
16. Propriétés destinées à la revente		
Immeubles de la réserve foncière	250	
Immeubles industriels municipaux	251	
Autres	252	
	253	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	254	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	255	
Note		
17. Autres actifs non financiers		
Frais payés d'avance		
-	256	104 948
-	257	
-	258	
Autres		
-	259	
-	260	
	261	104 948
		1 185
Note		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

18. Obligations contractuelles

a) En vertu d'une convention avec la Société d'habitation du Québec, celle-ci s'est engagée à participer jusqu'à concurrence de 90 % aux déficits d'exploitation de l'Office municipal d'habitation de Beaumont qu'elle reconnaît, la Municipalité assumant la différence.

b) Les versements relatifs à un contrat de déneigement échéant le 15 mai 2020 totalisent 161 651 \$.

19. Droits contractuels

S.O.

20. Passifs éventuels

S.O.

a) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2019	2018
	262		

S.O.

b) Auto-assurance

S.O.

c) Poursuites

S.O.

d) Autres

S.O.

21. Actifs éventuels

S.O.

22. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

23. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'organisme municipal.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

24. Instruments financiers

S.O.

PROJET

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		Budget 2019		Réalisations 2019		Réalisations 2018
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	3 419 012	3 507 904		3 507 904	3 375 277
Compensations tenant lieu de taxes	2	14 730	20 709		20 709	14 577
Quotes-parts	3					
Transferts	4	56 334	96 274		96 274	77 402
Services rendus	5	94 600	140 830		140 830	89 763
Imposition de droits	6	132 650	135 462		135 462	143 692
Amendes et pénalités	7	7 000	8 101		8 101	5 805
Revenus de placements de portefeuille	8					
Autres revenus d'intérêts	9	20 000	31 932		31 932	17 636
Autres revenus	10	85 020	23 776		23 776	70 719
Effet net des opérations de restructuration	11					
	12	3 829 346	3 964 988		3 964 988	3 794 871
Investissement						
Taxes	13	140 125				
Quotes-parts	14					
Transferts	15		60 700		60 700	756 477
Imposition de droits	16					
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	17					
Autres	18					
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19					
	20	140 125	60 700		60 700	756 477
	21	3 969 471	4 025 688		4 025 688	4 551 348
Charges						
Administration générale	22	835 136	813 915	14 019	827 934	788 880
Sécurité publique	23	519 354	481 074	50 164	531 238	492 723
Transport	24	691 465	732 669	147 348	880 017	801 490
Hygiène du milieu	25	535 617	500 991	273 325	774 316	755 230
Santé et bien-être	26	23 800				7 499
Aménagement, urbanisme et développement	27	279 596	284 295		284 295	240 691
Loisirs et culture	28	573 683	583 459	76 801	660 260	586 837
Réseau d'électricité	29					
Frais de financement	30	171 418	193 937		193 937	175 745
Effet net des opérations de restructuration	31					
Amortissement des immobilisations	32		561 657	(561 657)		
	33	3 630 069	4 151 997		4 151 997	3 849 095
Excédent (déficit) de l'exercice	34	339 402	(126 309)		(126 309)	702 253

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019		2018
		Budget	Réalisations	Réalisations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	339 402	(126 309)	702 253
Moins: revenus d'investissement	2 (	140 125) (	60 700) (	756 477)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	199 277	(187 009)	(54 224)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	4		561 657	523 907
Produit de cession	5			
(Gain) perte sur cession	6			
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8		561 657	523 907
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17 (	341 846) (	340 440) (	540 904)
	18	(341 846)	(340 440)	(540 904)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	) (	70 036) (	70 725)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20		75 091	108 891
Excédent de fonctionnement affecté	21	366 810	366 810	198 942
Réserves financières et fonds réservés	22	(84 116)	(84 832)	19 412
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	282 694	287 033	256 520
	26	(59 152)	508 250	239 523
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	140 125	321 241	185 299

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019	2018
		Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	60 700	756 477
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Acquisition			
Administration générale	2 (	41 973) (	39 595)
Sécurité publique	3 (	23 461) (	41 153)
Transport	4 (	372 881) (	807 651)
Hygiène du milieu	5 (	31 839) (	2 887)
Santé et bien-être	6 (	) (	)
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	) (	)
Loisirs et culture	8 (	57 637) (	512 875)
Réseau d'électricité	9 (	) (	)
	10 (	527 791) (	1 404 161)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	11 (	) (	)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	12 (	) (	)
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	13		550 361
Affectations			
Activités de fonctionnement	14	70 036	70 725
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	15	140 560	131 873
Excédent de fonctionnement affecté	16		
Réserves financières et fonds réservés	17	217 254	89 588
	18	427 850	292 186
	19	(99 941)	(561 614)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	(39 241)	194 863

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		Budget 2019	Réalizations 2019	Réalizations 2018
Rémunération	1	934 217	1 004 982	810 107
Charges sociales	2	171 612	182 637	173 176
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	3			
Ententes de services				
Services de transport collectif	4			
Autres services	5			
Autres biens et services	6	1 377 487	1 295 251	1 267 344
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	7	153 961	193 937	175 745
D'autres organismes municipaux	8			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	9			
D'autres tiers	10			
Autres frais de financement	11	17 457		
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	12	975 335	913 533	898 816
Transferts	13			
Autres	14			
Autres organismes				
Transferts	15			
Autres	16			
Amortissement des immobilisations	17		561 657	523 907
Autres				
-	18			
-	19			
-	20			
	21	3 630 069	4 151 997	3 849 095

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

2019

2018

RÉSULTATS

Revenus

Revenus sur les placements de portefeuille 1
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements
de portefeuille à titre d'investissement 2
Autres revenus 3

4

Charges

Créances douteuses
Radiation de prêts et de placements de portefeuille 5
Variation de la provision pour moins-value 6

7

Autres charges

8

9

Excédent (déficit) de l'exercice

10

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs

Trésorerie et équivalents de trésorerie 11
Placements de portefeuille 12
Débiteurs 13
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à
titre d'investissement 14
Provision pour moins-value 15 () ()

16

17

Passifs

Créditeurs et charges à payer 18
Revenus reportés 19
Dette à long terme 20

21

Solde du Fonds local d'investissement

22

**VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE
ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Libres 23
Supportant les engagements de prêts 24
Supportant les garanties de prêts 25

26

**Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris
leur radiation s'il y a lieu**

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
FONDS LOCAL DE SOLIDARITÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

2019

2018

RÉSULTATS

Revenus

Revenus sur les placements de portefeuille

1

Revenus sur les prêts aux entreprises

2

Autres revenus

3

4

Charges

Créances douteuses

Radiation de prêts

5

Variation de la provision pour moins-value

6

7

Intérêts sur la dette à long terme

8

Autres charges

9

10

Excédent (déficit) de l'exercice

11

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs

Trésorerie et équivalents de trésorerie

12

Placements de portefeuille

13

Débiteurs

14

Prêts aux entreprises

15

Provision pour moins-value

16

17

18

Passifs

Créditeurs et charges à payer

19

Revenus reportés

20

Dette à long terme

21

22

Solde du Fonds local de solidarité

Excédent affecté aux prêts aux entreprises

23

Excédent (déficit) non affecté

24

25

**VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE
ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Libres

26

Supportant les engagements de prêts

27

28

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
FONDS DE GESTION ET DE MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

2019

2018

RÉSULTATS

Revenus

Revenus provenant de la gestion foncière
 Revenus provenant de la gestion de l'exploitation
 du sable et du gravier

1

2

3

Charges

Frais de gestion

Salaires

Créances douteuses

Autres frais de gestion

4

5

6

7

Activités et projets de mise en valeur du territoire

8

9

10

11

12

13

14

15

Excédent (déficit) de l'exercice

16

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Placements de portefeuille

Débiteurs

Provision pour créances douteuses

17

18

19

20

21

Autres

22

23

Passifs

Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie

Créditeurs et charges à payer

Revenus reportés

Provenant de la gestion foncière

Provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier

Autres

Autres

24

25

26

27

28

29

30

**Solde du Fonds de gestion et de mise en valeur
du territoire**

31

Note sur les autres actifs**Note sur les créditeurs et charges à payer****Note sur les autres revenus reportés****Note sur les autres passifs**

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019	2018
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	470 090	567 501
Excédent de fonctionnement affecté	2	208 900	372 710
Réserves financières et fonds réservés	3	529 420	544 626
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	)	()
Financement des investissements en cours	5	38 406	194 863
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	14 578 034	14 271 459
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	15 824 850	15 951 159
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	470 090	567 501
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10		
	11	470 090	567 501
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
- Équilibre budgétaire 2020	12	200 000	
- Équilibre budgétaire 2019	13		320 060
- Engagements 2018	14		46 750
- Élections 2021	15	8 900	5 900
-	16		
-	17		
-	18		
-	19		
-	20		
	21	208 900	372 710
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
-	22		
-	23		
-	24		
	25		
	26	208 900	372 710
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
- Vidange de bassins	27	31 950	31 639
- Incendie	28	45 632	30 222
-	29		
-	30		
-	31		
	32	77 582	61 861
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
-	33		
-	34		
-	35		
	36		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37	221 587	369 731
Organismes contrôlés et partenariats	38		
Solides disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39		
Organismes contrôlés et partenariats	40		
Montant non réservé			
Administration municipale	41	230 251	113 034
Organismes contrôlés et partenariats	42		
Fonds local d'investissement	43		
Fonds local de solidarité	44		
Autres			
-	45		
-	46		
	47	451 838	482 765
	48	529 420	544 626

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

	2019	2018
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 (	) (
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 (	) (
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 (	) (
Autres	52 (	) (
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53 (	) (
	54 (	) (
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55 (	) (
Assainissement des sites contaminés	56 (	) (
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57 (	) (
Autres		
-	58 (	) (
-	59 (	) (
	60 (	) (
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	61 (	) (
Intérêts sur la dette à long terme	62 (	) (
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 (	) (
Utilisation du fonds de roulement	64 (	) (
Mesure relative aux frais reportés	65 (	) (
Autres		
-	66 (	) (
-	67 (	) (
	68 (	) (
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	69 (	) (
Frais d'émission de la dette à long terme	70 (	) (
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71 (	) (
Autres		
-	72 (	) (
-	73 (	) (
	74 (	) (
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	75	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	77	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78	
Autres	79	
-	80	
	81 (	) (

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019	2018
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	82	38 406	194 863
Investissements à financer	83 () ()		
	84	38 406	194 863
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations	85	19 611 183	19 645 049
Propriétés destinées à la revente	86		
Prêts	87	11 189	7 452
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89		
	90	19 622 372	19 652 501
Ajustements aux éléments d'actif	91		
	92	19 622 372	19 652 501
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	93 () ()	6 893 060	7 503 779
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 () ()	28 895	37 353
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95	1 251 414	1 513 587
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96		
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97	626 203	646 503
	98 () ()	5 044 338	5 381 042
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 () ()		
	100 () ()	5 044 338	5 381 042
	101	14 578 034	14 271 459

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1	2
Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements		
	2019	2018
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3	
Charge de l'exercice	4 ()	()
Cotisations versées par l'employeur	5	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	
Provision pour moins-value	12 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20	
Cotisations salariales des employés	21 ()	()
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ()	()
	23	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres	29	
-	30	
-	31	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 ()	()
Rendement espéré des actifs	34	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35	
Charge de l'exercice	36	

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

	2019	2018
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37 () ()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39	
Prestations versées au cours de l'exercice	40	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8	44	
Pour la réserve de restructuration	45	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	46	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	47	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	%
Autres hypothèses économiques	52	
-		
-		

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	53	54
Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements		
	2019	2018
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()	()
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations salariales des employés	73 ()	()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 ()	()
	75	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

	2019	2018
Autres		
-	81	
-	82	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84	
Rendement espéré des actifs	85 () ()	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86	
Charge de l'exercice	87	
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89 () ()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91	
Prestations versées au cours de l'exercice	92	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103	
Autres hypothèses économiques		
-	104	
-	105	

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 _____

Description des régimes et autres renseignements

	<u>2019</u>	<u>2018</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107	
Régime volontaire d'épargne-retraite	108	
Régime de retraite simplifié	109	
Régime de retraite par financement salarial	110	
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	111	
Autres régimes	112	
	113	

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 114 1

Description des régimes et autres renseignements

	<u>2019</u>	<u>2018</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	115 40 832	41 378

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

	<u>2019</u>	<u>2018</u>
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	116	

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2019	2018
Cotisations des élus au RREM	117		
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	118		
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	119		
	120		
Note			

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON AUDITÉS

PROJET

ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

TAXES		Réalisations 2019	Réalisations 2018
SUR LA VALEUR FONCIÈRE			
Taxes générales			
Taxe foncière générale	1	2 361 343	2 260 353
Taxes spéciales			
Service de la dette	2	324 471	326 108
Activités de fonctionnement	3		
Activités d'investissement	4		
Taxes de secteur			
Taxes spéciales			
Service de la dette	5	127 657	125 725
Activités de fonctionnement	6		
Activités d'investissement	7		
Autres	8		
	9	2 813 471	2 712 186
SUR UNE AUTRE BASE			
Taxes, compensations et tarification			
Services municipaux			
Eau	10	117 212	104 526
Égout	11	114 999	102 051
Traitement des eaux usées	12	128 434	120 033
Matières résiduelles	13	244 583	248 831
Autres			
- Installations septiques	14	62 708	62 595
-	15		
-	16		
Centres d'urgence 9-1-1	17	14 283	12 932
Service de la dette	18	12 214	12 123
Pouvoir général de taxation	19		
Activités de fonctionnement	20		
Activités d'investissement	21		
	22	694 433	663 091
Taxes d'affaires			
Sur l'ensemble de la valeur locative	23		
Autres	24		
	25		
	26	694 433	663 091
	27	3 507 904	3 375 277

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		Réalisations 2019	Réalisations 2018
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement			
Taxes sur la valeur foncière	28		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	29		
Taxes d'affaires	30		
Compensations pour les terres publiques	31		
	32		
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	33	3 336	4 100
Cégeps et universités	34		
Écoles primaires et secondaires	35	17 251	10 372
	36	20 587	14 472
Autres immeubles			
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux			
Taxes sur la valeur foncière	37		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	38		
Taxes d'affaires	39		
	40		
	41	20 587	14 472
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
Taxes sur la valeur foncière	42		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	43		
Taxes d'affaires	44		
	45		
ORGANISMES MUNICIPAUX			
Taxes sur la valeur foncière	46		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	47		
	48		
AUTRES			
Taxes foncières des entreprises			
autoconsommatrices d'électricité	49		
Autres	50	122	105
	51	122	105
	52	20 709	14 577

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

TRANSFERTS		Réalisations 2019	Réalisations 2018
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	53		
Sécurité publique			
Police	54	16 500	
Sécurité incendie	55		
Sécurité civile	56		
Autres	57		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	58	30 790	46 392
Enlèvement de la neige	59		
Autres	60		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	61		
Transport adapté	62		
Transport scolaire	63		
Autres	64		
Transport aérien	65		
Transport par eau	66		
Autres	67		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68	12 461	4 119
Réseau de distribution de l'eau potable	69		
Traitement des eaux usées	70	4 679	21 479
Réseaux d'égout	71		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	72		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	73		
Tri et conditionnement	74		
Autres	75		
Autres	76		
Cours d'eau	77		
Protection de l'environnement	78	25 000	
Autres	79		
Santé et bien-être			
Logement social	80		
Sécurité du revenu	81		
Autres	82	1 250	
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	83		
Rénovation urbaine	84		
Promotion et développement économique	85		
Autres	86		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	87	5 594	5 412
Activités culturelles			
Bibliothèques	88		
Autres	89		
Réseau d'électricité	90		
	91	96 274	77 402

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Réalisations 2019	Réalisations 2018
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	92		
Sécurité publique			
Police	93		
Sécurité incendie	94		
Sécurité civile	95		
Autres	96		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	97	28 330	529 039
Enlèvement de la neige	98		
Autres	99		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	100		
Transport adapté	101		
Transport scolaire	102		
Autres	103		
Transport aérien	104		
Transport par eau	105		
Autres	106		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107		
Réseau de distribution de l'eau potable	108		
Traitement des eaux usées	109		
Réseaux d'égout	110		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	111		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	112		
Tri et conditionnement	113		
Autres	114		
Autres	115		
Cours d'eau	116		
Protection de l'environnement	117		
Autres	118		
Santé et bien-être			
Logement social	119		
Sécurité du revenu	120		
Autres	121		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	122		
Rénovation urbaine	123		
Promotion et développement économique	124		
Autres	125		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	126	32 370	227 438
Activités culturelles			
Bibliothèques	127		
Autres	128		
Réseau d'électricité	129		
	130	60 700	756 477

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Réalisations 2019	Réalisations 2018
TRANSFERTS DE DROIT			
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131		
Péréquation	132		
Neutralité	133		
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134		
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135		
Fonds de développement des territoires	136		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	137		
Autres	138		
	139		
TOTAL DES TRANSFERTS	140	156 974	833 879

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

SERVICES RENDUS		Réalisations 2019	Réalisations 2018
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES			
MUNICIPAUX			
Administration générale			
Greffes et application de la loi	141		
Évaluation	142		
Autres	143		
	144		
Sécurité publique			
Police	145		
Sécurité incendie	146	2 080	905
Sécurité civile	147		
Autres	148		
	149	2 080	905
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	150		
Enlèvement de la neige	151		
Autres	152		
Transport collectif	153		
Autres	154		
	155		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	156		
Réseau de distribution de l'eau potable	157		
Traitement des eaux usées	158		
Réseaux d'égout	159		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	160		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	161		
Tri et conditionnement	162		
Autres	163		
Autres	164		
Cours d'eau	165		
Protection de l'environnement	166		
Autres	167		
	168		
Santé et bien-être			
Logement social	169		
Autres	170		
	171		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	172		
Rénovation urbaine	173		
Promotion et développement économique	174		
Autres	175		
	176		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	177		
Activités culturelles			
Bibliothèques	178		
Autres	179		
	180		
Réseau d'électricité	181		
	182	2 080	905

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Réalisations 2019	Réalisations 2018
AUTRES SERVICES RENDUS			
Administration générale			
Greffes et application de la loi	183		
Évaluation	184		
Autre	185	719	1 157
	186	719	1 157
Sécurité publique			
Police	187		
Sécurité incendie	188		
Sécurité civile	189		
Autres	190		198
	191		198
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	192		
Enlèvement de la neige	193		
Autres	194	17 396	4 951
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	195		
Transport adapté	196		
Transport scolaire	197		
Autres	198		
Autres	199		
	200	17 396	4 951
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	201		
Réseau de distribution de l'eau potable	202		
Traitement des eaux usées	203		
Réseaux d'égout	204		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	205		
Matières recyclables	206		
Autres	207		
Cours d'eau	208		
Protection de l'environnement	209		
Autres	210	5 691	6 840
	211	5 691	6 840
Santé et bien-être			
Logement social	212		
Sécurité du revenu	213		
Autres	214		
	215		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	216		
Rénovation urbaine	217		
Promotion et développement économique	218		
Autres	219		
	220		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	221		
Activités culturelles			
Bibliothèques	222		
Autres	223	114 944	75 712
	224	114 944	75 712
Réseau d'électricité	225		
	226	138 750	88 858
TOTAL DES SERVICES RENDUS	227	140 830	89 763

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Réalisations 2019	Réalisations 2018
IMPOSITION DE DROITS			
Licences et permis	228	7 825	12 525
Droits de mutation immobilière	229	127 637	131 167
Droits sur les carrières et sablières	230		
Autres	231		
	232	135 462	143 692
AMENDES ET PÉNALITÉS			
	233	8 101	5 805
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE			
	234		
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS			
	235	31 932	17 636
AUTRES REVENUS			
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	236		
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	237		
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	238		
Contributions des promoteurs	239		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	240		
Contributions des organismes municipaux	241	16 135	6 818
Autres contributions	242		
Redevances réglementaires	243		
Autres	244	7 641	63 901
	245	23 776	70 719
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION			
	246		

ANALYSE DES CHARGES

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Réalizations 2019		Total	Réalizations 2018
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE					
Conseil	1	90 729		90 729	49 977
Greffe et application de la loi	2	12 046		12 046	52 036
Gestion financière et administrative	3	644 715	14 019	658 734	618 218
Évaluation	4	66 425		66 425	68 649
Gestion du personnel	5				
Autres					
-	6				
-	7				
	8	813 915	14 019	827 934	788 880
SÉCURITÉ PUBLIQUE					
Police	9	329 568		329 568	316 866
Sécurité incendie	10	146 711	50 164	196 875	175 857
Sécurité civile	11				
Autres	12	4 795		4 795	
	13	481 074	50 164	531 238	492 723
TRANSPORT					
Réseau routier					
Voirie municipale	14	388 932	147 348	536 280	468 012
Enlèvement de la neige	15	279 519		279 519	260 143
Éclairage des rues	16	34 765		34 765	35 394
Circulation et stationnement	17	11 227		11 227	13 836
Transport collectif					
Transport en commun	18	18 226		18 226	24 105
Transport aérien	19				
Transport par eau	20				
Autres	21				
	22	732 669	147 348	880 017	801 490

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Réalizations 2019		Total	Réalizations 2018
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
HYGIÈNE DU MILIEU					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23		14 654	14 654	14 654
Réseau de distribution de l'eau potable	24	71 046	205 902	276 948	296 219
Traitement des eaux usées	25	58 619	50 530	109 149	99 473
Réseaux d'égout	26	119 421		119 421	115 671
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés					
Collecte et transport	27	249 797	2 239	252 036	215 789
Élimination	28				
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	29				
Tri et conditionnement	30				
Matières organiques					
Collecte et transport	31				
Traitement	32				
Matériaux secs	33				
Autres	34				
Plan de gestion	35				
Autres	36				
Cours d'eau	37				
Protection de l'environnement	38	2 048		2 048	2 170
Autres	39	60		60	11 254
	40	500 991	273 325	774 316	755 230
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE					
Logement social	41				7 499
Sécurité du revenu	42				
Autres	43				
	44				7 499
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT					
Aménagement, urbanisme et zonage	45	165 061		165 061	131 335
Rénovation urbaine					
Biens patrimoniaux	46				
Autres biens	47				
Promotion et développement économique					
Industries et commerces	48	35 026		35 026	34 089
Tourisme	49	83 345		83 345	75 267
Autres	50	863		863	
Autres	51				
	52	284 295		284 295	240 691

ANALYSE DES CHARGES (suite)

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Réalizations 2019			Réalizations 2018
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
LOISIRS ET CULTURE					
Activités récréatives					
Centres communautaires	53	222 783	71 978	294 761	268 109
Patinoires intérieures et extérieures	54	33 016		33 016	15 890
Piscines, plages et ports de plaisance	55	40 323		40 323	38 672
Parcs et terrains de jeux	56	165 631		165 631	151 396
Parcs régionaux	57				
Expositions et foires	58				
Autres	59				
	60	461 753	71 978	533 731	474 067
Activités culturelles					
Centres communautaires	61				
Bibliothèques	62	86 430	4 823	91 253	80 258
Patrimoine					
Musées et centres d'exposition	63				
Autres ressources du patrimoine	64	23 978		23 978	20 947
Autres	65	11 298		11 298	11 565
	66	121 706	4 823	126 529	112 770
	67	583 459	76 801	660 260	586 837
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ					
	68				
FRAIS DE FINANCEMENT					
Dettes à long terme					
Intérêts	69	185 447		185 447	159 889
Autres frais	70	8 490		8 490	15 856
Autres frais de financement					
Avantages sociaux futurs	71				
Autres	72				
	73	193 937		193 937	175 745
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION					
	74				
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS					
	75	561 657	(561 657)		

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom :

Beaumont

Code géographique :

19105

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

Affaires municipales
et Habitation

Québec



TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Autres renseignements financiers non audités	
Acquisition d'immobilisations par catégories	3
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations	3
Analyse de la dette à long terme	4
Endettement total net à long terme	5
Analyse de la charge de quotes-parts	6
Acquisition d'immobilisations par objets	7
Analyse de la rémunération	8
Analyse des revenus de transfert par sources	8
Frais de financement par activités	9
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales	10
Rémunération des élus	11
Questionnaire	12

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

		Réalisations 2019	Réalisations 2018
IMMOBILISATIONS			
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1		
Usines de traitement de l'eau potable	2	15 027	
Usines et bassins d'épuration	3	3 871	
Conduites d'égout	4		
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	158 522	755 367
Ponts, tunnels et viaducs	7	40 025	
Systèmes d'éclairage des rues	8	102 845	
Aires de stationnement	9	32 563	
Parcs et terrains de jeux	10	20 404	
Autres infrastructures	11	2 519	
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	37 271	
Édifices communautaires et récréatifs	14	32 370	535 133
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	16	42 702
Ameublement et équipement de bureau	18	17 147	2 782
Machinerie, outillage et équipement divers	19	33 486	68 177
Terrains	20	31 725	
Autres	21		
	22	527 791	1 404 161

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	23		
Usines de traitement de l'eau potable	24	15 027	
Usines et bassins d'épuration	25	3 871	
Conduites d'égout	26		
Autres infrastructures	27	356 878	755 367
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	28		
Usines de traitement de l'eau potable	29		
Usines et bassins d'épuration	30		
Conduites d'égout	31		
Autres infrastructures	32		
Autres immobilisations	33	152 015	648 794
	34	527 791	1 404 161

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	2 671 407		167 181	2 504 226
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	3 356 138		173 260	3 182 878
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	6 027 545		340 441	5 687 104
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	1 513 587		262 173	1 251 414
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	1 513 587		262 173	1 251 414
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13				
	14	1 513 587		262 173	1 251 414
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	15				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	1 513 587		262 173	1 251 414
	19	7 541 132		602 614	6 938 518
Dettes en cours de refinancement	20 (	)		16 563 (	16 563)
Reclassement / Redressement	21				
Dettes à long terme	22	7 541 132		619 177	6 921 955

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME AU 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

Administration municipale

Dette à long terme	1	6 921 955
--------------------	---	-----------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	16 563
Autres		
-	5	
-	6	

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	7	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	
Débiteurs	9	1 251 414
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	10	
Autres montants	11	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12	
Autres		
-	13	
-	14	

Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	5 687 104
---	----	-----------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats

Endettement net à long terme	17	5 687 104
------------------------------	----	-----------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	18	917 931
Communauté métropolitaine	19	
Autres organismes	20	

Endettement total net à long terme	21	6 605 035
------------------------------------	----	-----------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	
Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	23	
	24	

Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	6 605 035
--	----	-----------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	26	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	27	473 286
--	----	---------

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

		Réalisations 2019	Réalisations 2018
Administration générale			
Greffes et application de la loi	1		
Évaluation	2	66 425	68 649
Autres	3	82 379	85 798
Sécurité publique			
Police	4	313 447	303 934
Sécurité incendie	5	15 872	15 744
Sécurité civile	6		
Autres	7		
Transport			
Réseau routier	8		
Transport collectif	9	15 419	21 171
Autres	10	11 467	
Hygiène du milieu			
Eau et égout	11	62 865	62 775
Matières résiduelles	12	171 742	160 646
Cours d'eau	13	8 979	10 029
Protection de l'environnement	14		
Autres	15		
Santé et bien-être			
Logement social	16		
Autres	17		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	18	116 228	121 686
Rénovation urbaine	19		
Promotion et développement économique	20	28 118	27 151
Autres	21		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	22	9 294	9 668
Activités culturelles	23	11 298	11 565
Réseau d'électricité			
	24		
	25	913 533	898 816

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019****Non audité**

		2019	2018
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	527 791	1 404 161
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	527 791	1 404 161

PROJET

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	2,78	35,00	5 052,00	227 632	44 559	272 191
Professionnels	2						
Cols blancs	3	10,95	35,00	19 933,00	471 876	100 128	572 004
Cols bleus	4	1,98	40,00	4 104,00	161 059	27 749	188 808
Policiers	5						
Pompiers	6	22,00	2,11	2 411,00	67 915	6 558	74 473
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	37,71		31 500,00	928 482	178 994	1 107 476
Élus	9	7,00			76 500	3 643	80 143
	10	44,71			1 004 982	182 637	1 187 619

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12	12 461				12 461
Réseau de distribution de l'eau potable	13					
Traitement des eaux usées	14	4 679				4 679
Réseaux d'égout	15					
Autres	16	79 134	60 700			139 834
	17	96 274	60 700			156 974

**FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

		2019	2018
Administration générale			
Grefe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	10 407	13 894
	4	10 407	13 894
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6		
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	37 064	8 265
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	37 064	8 265
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		
Réseau de distribution de l'eau potable	17	146 466	153 586
Traitement des eaux usées	18		
Réseaux d'égout	19		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	146 466	153 586
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36		
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38		
	39		
Réseau d'électricité			
	40		
	41	193 937	175 745

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

Non audité	2019		2018	
	Budget	Réalisations	Réalizations	
Revenus				
Ventes d'électricité				
Domestique et agricole	1			
Générale et institutionnelle	2			
Industrielle	3			
Autres	4			
Autres revenus	5			
	6			
Charges				
Achat d'énergie	7			
Taxe sur le revenu brut	8			
Frais d'exploitation	9			
Autres frais	10			
Frais de financement	11			
Amortissement des immobilisations	12			
	13			
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	()	()	()
	15			
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16			
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	17			
Produit de cession	18			
(Gain) perte sur cession	19			
Réduction de valeur	20			
	21			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22			
Remboursement de la dette à long terme	23	()	()	()
	24			
Affectations				
Activités d'investissement	25	()	()	()
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26			
Excédent de fonctionnement affecté	27			
Réserves financières et fonds réservés	28			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30			
	31			
	32			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33			

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**Non audité**

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
David Christopher	15 000	7 500
Nicole Massicotte	6 000	3 000
Claude Lemieux	6 000	3 000
Suzanne Lachance	6 000	3 000
Donald Mercier	6 000	3 000
Mélanie Jalbert	6 000	3 000
Gaétan Lefebvre	6 000	3 000

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité**OUI****NON****S.O.**

1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre
1 _____ 490 000 \$
2. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMH?
2 ☐ 3 ☐ 4 ☒

Les questions 3 et 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?
5 ☒ 6 ☐
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019
7 _____ 4 019 \$
4. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?
8 ☒ 9 ☐
5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :
- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3^{ème} paragraphe du 2^{ème} alinéa de l'article 117.1 LAU.
10 ☒ 11 ☐
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019
12 _____ 8 000 \$
- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.
13 ☐ 14 ☒
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019
15 _____ \$
- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).
16 ☐ 17 ☒
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019
18 _____ \$
- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).
19 ☐ 20 ☒
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019
21 _____ \$

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité**OUI****NON**

6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

22 ☐23 ☒

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

24 ☐25 ☐

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu:

a) du paragraphe 1^o du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

26 ☐27 ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019

28 _____ \$

b) du paragraphe 2^o du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

29 ☐30 ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019

31 _____ \$

8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?

32 ☐33 ☒

Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :

a) crédits de taxes

34 _____ \$

b) autres formes d'aide

35 _____ \$

9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2019

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2019

36 _____

Facteur comparatif de 2019

37 _____

Valeur uniformisée

38 _____

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2019 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ

39 _____ \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver
- Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver

40 _____ \$

41 _____ \$

b) Dépenses d'investissement

42 _____ \$

c) Total des frais encourus admissibles

43 _____ \$

d) Description des dépenses d'investissement :

e) Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 43 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue ou à recevoir à la ligne 39, fournissez-en les justifications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

44 _____

b) Date d'adoption de la résolution

45 _____

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*?

OUI**NON**

46 ☒

47 ☐

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

a) Numéro de la résolution

48 2019-11-328

b) Date d'adoption de la résolution

49 2019-11-04

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité**OUI****NON**

12. Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens

a) La municipalité a-t-elle adopté un règlement municipal plus sévère que le règlement du gouvernement du Québec?

50 ☐51 ☐

b) Nombre de chiens enregistrés à la municipalité au 31 décembre 2019

52 _____

c) Nombre de chiens potentiellement dangereux enregistrés à la municipalité au 31 décembre 2019

53 _____

Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'exercice

d) Nombre de signalements émis par un médecin vétérinaire (art. 2)

54 _____

e) Nombre de signalements émis par un médecin (art. 3)

55 _____

Mesures d'encadrement

f) Nombre d'ordonnances émises par la municipalité au cours de l'exercice portant sur l'examen d'un chien par un médecin vétérinaire (art. 5)

56 _____

g) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice :

- à l'issu d'un examen effectué par un médecin vétérinaire (art. 8)
- à l'issu d'une blessure infligée à une personne ou un animal domestique (art. 9)

57 _____

58 _____

h) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'exercice à la suite d'un signalement d'une attaque causant (art. 10) :

- la mort
- une blessure grave

59 _____

60 _____

i) Nombre de constats d'infraction émis par la municipalité au cours de l'exercice en vertu du règlement du gouvernement du Québec

61 _____

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom :

Beaumont

Code géographique :

19105

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales
et Habitation*

Québec 

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	3
Taux global de taxation réel	4

PROJET

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

Au trésorier de la Municipalité de Beaumont,

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la Municipalité de Beaumont (ci-après la « municipalité ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019 (ci-après l'« état »).

À notre avis, l'état ci-joint a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observation - Référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la Municipalité de répondre aux exigences de l'article 176 du Code municipal du Québec (chapitre C-27.1). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Municipalité.

Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

tout au long de cet audit. En outre :

• nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

• nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Municipalité;

• nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

LEMIEUX NOLET

Comptables professionnels agréés S.E.N.C.R.L

Lévis le JJ MMMMM AAAA

CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique #A116115

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL **EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes	1	3 507 904
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	_____

Ajouter

Revenus de taxes de l'exercice 2019 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	

Déduire

Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	14 283
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	_____
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	10	<u>3 493 621</u>

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables au 1 ^{er} janvier 2019 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	393 703 400
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2019 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	<u>400 436 400</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	<u>397 069 900</u>

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2019
 (Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)

14 0 , 8 7 9 9 / 100 \$

Données prévisionnelles non auditées

pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020

Nom :

Beaumont

Code géographique :

19105

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

**Affaires municipales
et Habitation**

Québec 

TABLE DES MATIÈRES

PAGE**Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice
se terminant le 31 décembre 2020**

Revenus de taxes	3
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	4
Calcul de certains revenus de taxes	5
Taux des taxes	7
Taux global de taxation prévisionnel	8
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	9
Questionnaire	11

PROJET

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité

TAXES

SUR LA VALEUR FONCIÈRE

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	2 406 691
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	233 359
Activités de fonctionnement	3	102 960
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	233 312
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	30 460
	9	3 006 782

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	132 566
Égout	11	132 498
Traitement des eaux usées	12	62 685
Matières résiduelles	13	309 783
Autres		
-	14	
-	15	
-	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	14 000
Service de la dette	18	11 902
Pouvoir général de taxation	19	
Activités de fonctionnement	20	
Activités d'investissement	21	
	22	663 434
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
Autres	24	
	25	
	26	663 434
	27	3 670 216

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière

Taxes sur une autre base

Taxes, compensations et tarification

Taxes d'affaires

Compensations pour les terres publiques

1

2

3

4

5

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux

Cégeps et universités

Écoles primaires et secondaires

6

7

8

9

3 094

17 786

20 880

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux

Taxes sur la valeur foncière

Taxes sur une autre base

Taxes, compensations et tarification

Taxes d'affaires

10

11

12

13

14

20 880

GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière

Taxes sur une autre base

Taxes, compensations et tarification

Taxes d'affaires

15

16

17

18

140

140

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière

Taxes sur une autre base

Taxes, compensations et tarification

19

20

21

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité

Autres

22

23

24

25

21 020

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxe foncière générale (taux unique)	1 416 387 100	x 2 0,5835 /100\$	3 2 406 691				
Taxe foncière générale (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4	x 5 /100\$	6				
Immeubles de 6 logements ou plus	7	x 8 /100\$	9				
Immeubles non résidentiels	10	x 11 /100\$	12				
Immeubles industriels	13	x 14 /100\$	15				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	x 17 /100\$	18				
Autres	19	x 20 /100\$	21				
Immeubles agricoles	22	x 23 /100\$	24				
Total			25 2 406 691	26 ()	27 ()	28	29 2 406 691

Taxes spéciales							
Service de la dette (taux unique)	30 416 387 100	x 31 0,0560 /100\$	32 233 359				
Service de la dette (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	x 34 /100\$	35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	x 37 /100\$	38				
Immeubles non résidentiels	39	x 40 /100\$	41				
Immeubles industriels	42	x 43 /100\$	44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45	x 46 /100\$	47				
Autres	48	x 49 /100\$	50				
Immeubles agricoles	51	x 52 /100\$	53				
Total			54 233 359	55 ()	56 ()	57	58 233 359

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxes spéciales							
Activités de fonctionnement (taux unique)	1 416 387 100	x 2 0,0247 /100\$	3 102 960				
Activités de fonctionnement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4 x 5 /100\$	6					
Immeubles de 6 logements ou plus	7 x 8 /100\$	9					
Immeubles non résidentiels	10 x 11 /100\$	12					
Immeubles industriels	13 x 14 /100\$	15					
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16 x 17 /100\$	18					
Autres	19 x 20 /100\$	21					
Immeubles agricoles	22 x 23 /100\$	24					
Total			25 102 960	26 (.....)	27 (.....)	28	29 102 960

Taxes spéciales							
Activités d'investissement (taux unique)	30 x 31 /100\$	32					
Activités d'investissement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33 x 34 /100\$	35					
Immeubles de 6 logements ou plus	36 x 37 /100\$	38					
Immeubles non résidentiels	39 x 40 /100\$	41					
Immeubles industriels	42 x 43 /100\$	44					
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45 x 46 /100\$	47					
Autres	48 x 49 /100\$	50					
Immeubles agricoles	51 x 52 /100\$	53					
Total			54	55 (.....)	56 (.....)	57	58

Valeur locative imposable							
Taxe d'affaires sur la valeur locative	59 x 60 %	61	62 (.....)	63 (.....)	64	65	

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(montant fixe)

Par unité de logement

Eau	1	1 7 5 , 1 8 \$
Égout	2	1 8 0 , 7 0 \$
Eau et égout	3	3 5 5 , 8 8 \$
Traitement des eaux usées	4	9 0 , 0 0 \$
Matières résiduelles	5	1 8 5 , 0 0 \$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Dettes à l'ensemble	0,0560	1	
Dettes fonds de roulement	0,0211	1	
Dettes réserve incendie	0,0036	1	
Dettes assainissement	0,0637	1	secteur
Dettes recherche en eau	0,0130	1	secteur
Dettes puits	0,0454	1	secteur
Dettes égout Domaine	262,4200	7	nombre de propriétés
Dettes aqueduc Francieu	169,8800	7	nombre de propriétés
Dettes aqueduc/égout Anse sud	0,2080	3	secteur
Dettes aqueduc/égout Oseille	0,2617	3	secteur
Dettes aqueduc/égout Charles-Couillard	0,2601	1	secteur
Dettes égout Charles-Couillard	0,1224	1	secteur
Dettes aqueduc Charles-Couillard	0,1377	1	secteur
Dettes station pompage Charles-Couillard	0,0362	1	secteur
Fonds de roulement - aqueduc	0,0024	1	secteur

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
 2 - du mètre carré
 3 - du mètre linéaire
 4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
 6 - % de la valeur locative
 7 - autres (préciser)

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité**REVENUS ADMISSIBLES**

Revenus de taxes	1	3 670 216
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	

Ajouter

Revenus de taxes de l'exercice 2020 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	

Déduire

Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	14 000
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	10	3 656 216

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXES FONCIÈRE GÉNÉRALE	11	416 387 100
--	-----------	--------------------

TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2020 (Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)	12	0 8 7 8 1 /100 \$
--	----	---

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	Terrains vagues desservis		6 logements ou plus	Immeubles agricoles
				Immeubles non résidentiels	Autres		
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1						
De secteur	2						
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4						
Autres	5						
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8						

PROJET

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Résidentielles	Résiduelle Agriculture Résidences	Autres	Total
Taxes sur la valeur foncière					
Générales	9				
De secteur	10				
Autres	11				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	12				
Autres	13				
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	14				
Autres	15				
	16				

PROJET

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité

1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020, les mesures fiscales suivantes?

OUI**NON****S.O.**

a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM

- Pour la taxe foncière générale

1 ☐2 ☒

- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV

3 ☐4 ☐5 ☒

b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM

- Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.

6 ☐7 ☐8 ☒

c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM

- Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.

9 ☐10 ☐11 ☒

d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM

- Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables
- Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)
- Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels

12 ☐13 ☐14 ☒15 ☐16 ☐17 ☒18 ☐19 ☐20 ☒

2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?

21 ☐22 ☒

3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2020 pour des exploitations agricoles enregistrées?

23 ☒24 ☐

Si oui, indiquer le montant.

25 94 073 \$

4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)

26 \$

5. Date d'adoption du budget par le conseil

27 2019-12-16

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

6. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	28	<u>3 975 203 \$</u>
7. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	29	<u>323 333 \$</u>
8. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	30	<u>174 036 \$</u>
9. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	31	<u>200 000 \$</u>

PROJET

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?			
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 ☐	2 ☒	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 ☐	4 ☒	
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5 ☐	6 ☒	
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	7 ☐	8 ☒	
Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	9 ☐	10 ☐	11 ☒
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	12 ☐	13 ☐	14 ☒
6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?	15 ☐	16 ☐	17 ☒
La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?	18 ☐	19 ☐	20 ☒
Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	21 ☐	22 ☐	

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Carl Pelletier , atteste que le rapport financier
de Beaumont pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019, transmis
de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation,
a été déposé à la séance du conseil du 2020-07-06.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier
ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés
lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont
détenues par Beaumont.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Beaumont consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport
financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de
la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que
Beaumont détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s)
de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une
signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2020-06-11 17:24:14

Date de transmission au Ministère :